

16ème législature

Question N° : 3176	De Mme Gisèle Lelouis (Rassemblement National - Bouches-du-Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Europe et affaires étrangères		Ministère attributaire > Europe et affaires étrangères
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse > Quel est le soutien français à la RDC pour combattre le terrorisme islamiste ?	Analyse > Quel est le soutien français à la RDC pour combattre le terrorisme islamiste ?
Question publiée au JO le : 15/11/2022 Réponse publiée au JO le : 03/01/2023 page : 95		

Texte de la question

Mme Gisèle Lelouis attire l'attention de Mme la ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur les assassinats perpétrés par des islamistes dans la nuit du mercredi à jeudi 20 octobre 2022, à l'est de la République démocratique du Congo, à Maboya, situé à une vingtaine de kilomètres de Butembo, au Nord-Kivu. Lors d'une attaque par un groupe islamiste, sept personnes étaient sauvagement assassinées par les islamistes de l'ADF ayant fait allégeance à « Daech ». La soeur Marie-Sylvie Kavuke Vakatsuraki qui travaillait comme médecin au centre de santé rural de ce village a été brûlée vive et les six autres personnes ont été décapitées puis brûlées. Une vingtaine de personnes auraient été enlevées pendant l'assaut, trois femmes enceintes, dix malades et dix membres du personnel de santé, dont potentiellement deux religieuses. Outre cet établissement de santé, les terroristes ont également pillé et détruit un hôpital protestant situé à un kilomètre et demi de la clinique de Maboya, dans l'indifférence générale en France. Mme la députée est profondément choquée par ces actes barbares et s'étonne que le Gouvernement n'ait pas réagi et apporté son soutien à ces chrétiens d'Afrique. Alors que la France est en ce moment si généreuse pour apporter un soutien financier et matériel à des pays étrangers, elle lui demande ce qui est fait par la France pour combattre les islamistes affiliés à Daech de s'étendre en RDC et dans la région.

Texte de la réponse

La France est vivement préoccupée par la menace que représente, en République démocratique du Congo (RDC) mais également dans la région, le groupe djihadiste issu des Forces démocratiques alliées (ADF), affilié à Daech. Les exactions régulièrement perpétrées par ce groupe à l'égard des populations civiles nous imposent une réponse ferme et déterminée, aux côtés de nos partenaires internationaux. La France attire régulièrement l'attention de la communauté internationale sur cette menace, par l'intermédiaire de la porte-parole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, de ses interventions devant le Conseil de sécurité des Nations unies ou au sein de la Coalition internationale contre Daech, ou encore au niveau européen. Elle a en outre encouragé la MONUSCO à se saisir pleinement de son mandat offensif pour lutter contre ce groupe et a récemment fait condamner par le Conseil de sécurité des Nations unies toutes les formes de violence exercées par les groupes armés. C'est à l'initiative de la France que ce même Conseil de sécurité a adopté des sanctions contre le chef de ce groupe armé, Musa Baluku, en février 2020. C'est également la France qui a proposé, conjointement avec la Belgique, d'appliquer des mesures restrictives de l'Union européenne à un autre responsable des ADF, Meddie Nkalubo, à compter du 8 décembre 2022. Une réponse militaire à cette menace reste nécessaire. La coopération en matière de sécurité et de défense de la France avec la RDC nous permet d'appuyer ce pays dans sa lutte contre ce groupe, à travers la



formation au combat de jungle de plusieurs bataillons d'élite des forces armées de RDC, dont un premier a déjà été déployé à l'Est du pays et a fait ses preuves dans les combats contre les ADF. Notre action repose également sur les écoles à vocation régionales (ENVR), à l'instar de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme basée à Abidjan. Nous coordonnons, à dessein, notre réponse au sein de plusieurs enceintes internationales, à l'instar de la Coalition internationale contre Daech afin d'assurer la plus grande efficacité. Nos efforts doivent s'inscrire dans le cadre plus général de la présence de centaines de groupes armés actifs dans l'Est de la RDC, contre lesquels une réponse coordonnée des Etats de la région concernés est impérative. La France encourage la coordination régionale en ce sens. C'est également le sens de ses efforts diplomatiques pour parvenir à un apaisement des tensions dans la région des Grands Lacs : il est nécessaire que l'ensemble des voisins coopèrent pour lutter contre leur véritable ennemi commun que sont les ADF. La France demeure pleinement mobilisée et vigilante pour lutter collectivement et durablement contre Daech, en appui aux autorités congolaises et aux autres pays de la région.